



RCS : ROUEN  
Code greffe : 7608

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

## REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ROUEN atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1998 B 00111  
Numéro SIREN : 417 525 037  
Nom ou dénomination : FIGESCO AUDIT

Ce dépôt a été enregistré le 02/03/2016 sous le numéro de dépôt 1350

**FIGESCO AUDIT**  
**Société à responsabilité limitée**  
**au capital de 31 680 euros**  
**Siège social : 8 Avenue du Maréchal Foch**  
**76190 YVETOT**  
**417525037 RCS ROUEN**

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE**  
**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**  
**DU 2 NOVEMBRE 2015**

L'an deux mille quinze,

Le 2 novembre,

A 14 heures,

**Dépôt au greffe**  
**du tribunal de**  
**commerce de Rouen**

Les associés de la société FIGESCO AUDIT, société à responsabilité limitée au capital de 31 680 euros, divisé en 600 parts de 52,80 euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, 8 Avenue du Maréchal Foch 76190 YVETOT, sur convocation de la gérance.

Sont présents :

Société FEP, propriétaire de 310 parts sociales  
Société HYTEM, propriétaire de 100 parts sociales  
Madame Fabienne PRINS, propriétaire de 1 part sociale  
Société SATIC, propriétaire de 189 parts sociales

seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales composant le capital de la Société.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Eric PRINS, gérant associé.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

**ORDRE DU JOUR**

- Lecture du rapport de la gérance,
- Autorisation de cession de parts ; agrément d'un nouvel associé,



- Modification corrélative des statuts,
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- une copie de la demande d'agrément,
- le rapport de la gérance,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérance.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

#### **PREMIERE RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du désir de la société SATIC, de céder à la société CHANCEL & ASSOCIES, Société civile au capital de 203 500 euros, ayant son siège social 43 D rue du Docteur Marcel RICHARD 76190 YVETOT, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 813 902 707 RCS ROUEN, 60 parts sociales lui appartenant dans la Société, déclare autoriser cette cession et agréer expressément la société CHANCEL & ASSOCIES en qualité de nouvelle associée à compter du jour où la cession sera signifiée à la Société ou du jour du dépôt d'un original de l'acte de cession au siège de la Société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

#### **DEUXIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, comme conséquence de l'adoption de la résolution précédente, décide, sous réserve de la réalisation de la cession autorisée, que l'article 7 des statuts sera, de plein droit, remplacé par les dispositions ci-après à compter du jour où cette cession sera rendue opposable à la Société.



## **ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES**

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

à la société FEP, trois cent dix parts sociales, ci	310 parts
à la société HYTEM, cent parts sociales, ci	100 parts
à Madame Fabienne PRINS, un part sociale, ci	1 part
à la société SATIC, cent vingt neuf parts sociales, ci	129 parts
à la société CHANCEL & ASSOCIES, soixante parts sociales, ci	60 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 600 parts

Conformément à la loi, les associés déclarent expressément que lesdites parts ont toutes été souscrites, qu'elles sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus et qu'elles sont libérées intégralement.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

### **TROISIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le gérant et les associés ou leurs mandataires.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized initial 'F' followed by a horizontal line.

## **CESSION DE PARTS SOCIALES**

### **ENTRE LES SOUSSIGNES :**

la société SATIC, Société civile au capital de 991 244 euros, ayant son siège social 8 AVENUE DU MARECHAL FOCH 76190 YVETOT, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 600 500 474 RCS ROUEN, représentée par Mr Eric PRINS, en qualité de gérant,

ci-après dénommée "le cédant",  
d'une part,

la société CHANCEL & ASSOCIES, Société civile au capital de 203 500 euros, ayant son siège social 43 D RUE DU DOCTEUR MARCEL RICHARD 76190 YVETOT, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 813902707 RCS ROUEN, représentée par Mr Thomas CHANCEL, en qualité de gérant,

ci-après dénommée "le cessionnaire",  
d'autre part,

### **IL EST PREALABLEMENT EXPOSE ET DECLARE CE QUI SUIT:**

#### **DECLARATIONS DU CEDANT ET DU CESSIONNAIRE**

la société SATIC, cédante, déclare :

- que les parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur cession,
- que la société FIGESCO AUDIT n'est pas en état de cessation des paiements et qu'elle n'a fait l'objet d'aucune procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté, de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le cédant et le cessionnaire déclarent en outre, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité juridique pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, qu'ils ne font l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur,
- et qu'ils ont la qualité de résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

## **EXPOSE CONCERNANT LA SOCIETE**

Suivant acte sous seings privés en date à YVETOT du 1er décembre 1997, enregistré le 14/01/1998 au Service des Impôts d'Yvetot, bordereau 20/03, folio 35, il existe une société à responsabilité limitée dénommée FIGESCO AUDIT, au capital de 31 680 euros, divisé en 600 parts de 52,80 euros chacune, entièrement libérées, dont le siège est fixé 8 Avenue du Maréchal Foch, 76190 YVETOT, et qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 417525037 RCS ROUEN pour une durée de 99 ans expirant le 17 février 2097.

La société FIGESCO AUDIT a pour objet principal l'Expertise comptable et le Commissariat aux comptes.

Son capital est à ce jour réparti comme suit :

• FEP	310 parts
• HYTEM	100 parts
• Fabienne PRINS	1 part
• SATIC	189 parts

Elle est actuellement gérée par Monsieur Eric PRINS,

**CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

### **CESSION**

Par les présentes, la société SATIC cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, à la société CHANCEL & ASSOCIES qui accepte, 60 parts sociales de 52,80 euros sur les 189 parts lui appartenant dans la Société.

la société CHANCEL & ASSOCIES devient l'unique propriétaire des parts cédées à compter de ce jour et est subrogée dans tous les droits et obligations attachés à ces parts, sans exceptions ni réserves.

Le cessionnaire se conformera à compter de ce jour aux stipulations des statuts de la Société dont il déclare avoir pris connaissance ainsi qu'aux obligations légales nées de la condition d'associé. Il jouira à compter de ce jour de tous les droits attachés à cette condition.

Le cessionnaire aura seul droit aux dividendes susceptibles d'être mis en distribution sur ces parts postérieurement à ce jour.

### **PRIX**

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de TROIS CENT QUINZE MILLE euros (315 000 euros), soit CINQ MILLE DEUX CENT CINQUANTE euros (5 250 euros) par part sociale, que la société CHANCEL & ASSOCIES

a payé à l'instant même à la société SATIC, qui le reconnaît et lui en donne valable et définitive quittance.

### **AGREMENT DE LA CESSION**

Conformément à l'article L. 223-14 du Code de commerce et à l'article 11 des statuts, cette cession à un tiers étranger à la Société doit être soumise à l'agrément des associés.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale en date du 2 novembre 2015, la collectivité des associés a autorisé la présente cession, a déclaré agréer la société CHANCEL & ASSOCIES, cessionnaire, en qualité de nouvelle associée, et a modifié, sous la condition suspensive du présent acte, l'article 11 des statuts. Une copie du procès-verbal de cette délibération, certifiée conforme par la gérance, demeure annexée à chacun des originaux des présentes.

### **REMISE DE PIECES**

Le cédant a remis présentement au cessionnaire qui le reconnaît, la copie des statuts et celle du dernier bilan approuvé de la Société, lesquelles copies ont été certifiées conformes par la gérance de la Société.

### **DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT**

Le cédant déclare que la société FIGESCO AUDIT est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société.

Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 726 du Code général des impôts.

Il sera perçu un droit de 3 % liquidé sur le prix de cession augmenté des charges ou sur la valeur réelle si elle est supérieure, auquel s'applique un abattement égal pour chaque part sociale au rapport entre la somme de 23 000 euros et le nombre total de parts de la Société.

En conséquence, la valeur après application de l'abattement servant à la liquidation des droits d'enregistrement est la suivante :

315 000 euros - (23 000 euros x 60 / 600) = 312 700 euros – droits : 9 381 euros

### **FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS.**

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

## FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le cessionnaire qui s'y oblige.

Fait à Yvetot  
Le 20 novembre 2015  
En autant d'exemplaires originaux que nécessaires

*Le cédant*

**La société SATIC, représentée par son gérant, Mr Eric PRINS**

*Lu et approuvé - Bon pour la cession de soixante parts  
Bon pour quittance*

*Eric Prins*

*Le cessionnaire*

**La société CHANCEL & ASSOCIES, représentée par son gérant, Mr Thomas CHANCEL**

*Lu et approuvé. Bon pour acceptation de la cession*



*Le cédant fera précéder sa signature de la mention manuscrite "Lu et approuvé. Bon pour la cession de SOIXANTE parts. Bon pour quittance".*

*Le cessionnaire fera précéder sa signature de la mention manuscrite "Lu et approuvé. Bon pour acceptation de la cession"*

Enregistré à : SIE DE ROUEN EST

Le 08/12/2015 Bordereau n°2015/1 869 Case n°4

Ext 8773

Enregistrement : 9 381 € Pénalités :

Total liquidé : neuf mille trois cent quatre-vingt-un euros

Montant reçu : neuf mille trois cent quatre-vingt-un euros

L'Agent administratif des finances publiques



**FIGESCO AUDIT**  
**Société à responsabilité limitée**  
**au capital de 31 680 euros**  
**Siège social : 8 Avenue du Maréchal Foch**  
**76190 YVETOT**  
**417525037 RCS ROUEN**

**STATUTS MIS A JOUR SUITE A L'ASSEMBLEE GENERALE  
EXTRAORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2015**

**Dépôt au greffe  
du tribunal de  
commerce de Rouen**

*Statuts certifiés conformes*  
*Le Gérant*



500 F

ENREGISTRÉ à YVETOT  
Bord 90/3. Folio. 35.....  
Reçu Conf. Unif. franc  
LE 11 JAN 1988

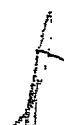
  
P. SAGNER  
Contrôleur Divisionnaire

## STATUTS

### Les soussignés (1)

- Monsieur Eric Jean PRINS, Expert Comptable, Commissaire aux Comptes, inscrit au tableau de l'ordre des experts comptables de ROUEN et à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de ROUEN, né le 6 Mars 1968 à ARGENTAN (61) de nationalité française, divorcé, demeurant 12, rue de Crosne 76000 ROUEN
- Monsieur Christian, André, Sverré LEGENDRE, Expert Comptable, Commissaire aux Comptes, inscrit au tableau de l'ordre des experts comptables de ROUEN et à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de ROUEN, né le 28 Aout 1956 à ROUEN, divorcé, demeurant 57, Avenue de Bretagne 76000 ROUEN
- Monsieur Jean-Louis, Georges, Joseph TACHER, Expert Comptable, Commissaire aux Comptes, inscrit au tableau de l'ordre des experts comptables de ROUEN et à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de CAEN, né le 26 Novembre 1947, marié actuellement sous le régime de la communauté légale réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalablement à son union célébrée à la Mairie de OUISTREHAM (CALVADOS) le 28 Juin 1969 mais ayant adopté le régime de la séparation de biens au terme d'un acte reçu par Maître LE PROVOST -PRUD'HOMME, notaire à CAEN en date du 12 Janvier 1987, homologué par le tribunal de grande instance de CAEN en date du 18 Mai 1987, ledit régime n'ayant pas été modifié depuis, demeurant 23, rue des Tumulus 14320 FONTENAY LE MARMION
- Madame Christine Blanche Wilhemine LAUDE née PRINS le 7 janvier 1960 à ARGENTAN (ORNE), infirmière, mariée à Monsieur LAUDE Frank sous le régime de la séparation de biens suivant acte reçu le 24 Juin 1985 par Maître Bruno PEYRON, notaire à SAINT JULIEN LE FAUCON ( CALVADOS) préalablement à leur union célébrée le 6 Juillet 1985 à LISIEUX (14), demeurant Le Bourg 14270 MAGNY LA CAMPAGNE
- Monsieur Franck, Marie, Jean Michel LAUDE, professeur de comptabilité, né à ROUEN, le 2 Aout 1958 , marié à Madame Christine PRINS sous le régime de la séparation de biens suivant acte reçu le 24 Juin 1985 par Maître Bruno PEYRON, notaire à SAINT JULIEN LE FAUCON (CALVADOS) préalablement à leur union célébrée le 6 Juillet 1985 à LISIEUX (14), demeurant Le Bourg 14270 MAGNY LA CAMPAGNE

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée constituée par le présent acte.

 JLT cl  
A

## ARTICLE PREMIER - FORME

Il existe entre les propriétaires des parts ci-après dénombrées une société à responsabilité limitée régie par les dispositions légales et réglementaires concernant cette forme de société et celles régissant les professions d'expert comptable et de commissaire aux comptes, et par les présents statuts.

## ARTICLE 2 - DENOMINATION

La société est dénommée FIGESCO - Audit, Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de ROUEN, et à la Compagnie régionale des Commissaires aux Comptes de ROUEN

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment, les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « Société à responsabilité limitée » ou des lettres S.A.R.L et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention du Tableau de la Circonscription de l'Ordre, où la société est inscrite.

## ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet, dans tous pays, l'exercice des professions d'expert comptable et de commissaire aux comptes, telles qu'elles sont définies par l'ordonnance modifiée du 19 Septembre 1945 et la loi modifiée du 24 Juillet 1966 et telles qu'elles pourraient l'être par tous textes législatifs ultérieurs.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

Elle ne peut prendre de participations financières dans des entreprises de toute nature, à l'exception, et sous le contrôle du conseil régional de l'Ordre, de celles ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2, et 22 septième alinéa de l'Ordonnance du 19 Septembre 1945, modifiée par la loi du 8 Aout 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

Aucune personne ou groupement d'intérêts, extérieurs à l'Ordre, ne peut, non plus, détenir, directement ou par personne interposée, une partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de sa profession ou l'indépendance de ses actionnaires Experts Comptables, ainsi que le respect, par ces derniers des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.

1  
f. J. K. h. CL  
2

## ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le Siège social est fixé à YVETOT (76190) – 8 Avenue du Maréchal Foch

Il peut être transféré dans la même ville par simple décision de la gérance et partout ailleurs en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

## ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est de 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

## ARTICLE 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

### APPORTS EN NUMERAIRE

- Monsieur PRINS Eric  
apporte à la société une somme en espèces de  
quarante neuf mille six cents francs, ci 49 600 F
  
- Monsieur LEGENDRE Christian  
apporte à la société une somme en espèces de  
cent francs, ci 100 F
  
- Monsieur Jean Louis TACHER  
apporte à la société une somme en espèces de  
cent francs, ci 100 F
  
- Madame Christine LAUDE PRINS  
apporte à la société une somme en espèces de  
cent francs, ci 100 F
  
- Monsieur Franck LAUDE  
apporte à la société une somme en espèces de  
cent francs, ci 100 F

Soit ensemble, la somme totale de.  
Cinquante mille francs.. ci

---

50 000 F

Cette somme de 50 000 F  
a été, dès avant ce jour, déposée à la banque.....  
..... à un compte ouvert au nom de la société  
en formation sous le numéro.....

*Handwritten signature and initials:*  
JIT CL  
K

Elle ne pourra en être retirée par la gérance avant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

#### ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL-PARTS SOCIALES

Le capital social est fixé à trente et un mille six cent quatre-vingt euros (31 680 euros).

Il est divisé en 600 parts sociales de 52,80 euros chacune, entièrement libérées et réparties comme suit :

à la société FEP, trois cent dix parts sociales, ci	310 parts
à la société HYTEM, cent parts sociales, ci	100 parts
à Madame Fabienne PRINS, un part sociale, ci	1 part
à la société SATIC, cent vingt neuf parts sociales, ci	129 parts
à la société CHANCEL & ASSOCIES, soixante parts sociales, ci	60 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 600 parts

Conformément à la loi, les associés déclarent expressément que lesdites parts ont toutes été souscrites, qu'elles sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus et qu'elles sont libérées intégralement.

2 - La liste des associés sera communiquée annuellement au Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste.

3 - Les trois quarts des parts doivent être détenus par des experts comptables inscrits au tableau de l'Ordre, conformément aux dispositions de l'article 7 de l'ordonnance modifiée du 19 Septembre 1945.

Si une autre société d'expertise comptable vient à détenir des parts de la présente société, celles-ci ne seront prises en compte pour le calcul de cette majorité que dans la proportion équivalente à celle des parts que les experts comptables détiennent dans cette société participante par rapport au total des parts composant son capital.

4 - Les trois quarts du capital social doivent être détenus par des commissaires aux comptes, et les trois quarts des associés doivent être des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article 218 de la loi modifiée du 24 Juillet 1966.

Si une société de commissaires aux comptes vient à détenir une participation dans le capital de la présente société, les associés non commissaires aux comptes ne peuvent détenir plus de vingt cinq pour cent de l'ensemble du capital des deux sociétés.

5 - Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et l'actif social.

## ARTICLE 8 - AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL

Les augmentations du capital par attribution de parts gratuites comme les réductions de capital par diminution de parts peuvent toujours être réalisées malgré l'existence de rompus.

Toute personne n'ayant pas déjà la qualité d'associé ne peut entrer dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital, sans être préalablement agréée par les associés conformément aux dispositions de l'article 45 de la loi du 24 Juillet 1966 et 11 des statuts

## ARTICLE 9 - RESPONSABILITE LIMITEE DES ASSOCIES

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leur apports.

Les professionnels associés gardent leur responsabilité personnelle à raison des travaux qu'ils réalisent au nom de la société.

## ARTICLE 10 - INDIVISIBILITE ET DEMEMBREMENT DES PARTS SOCIALES

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé s'il n'est pas soumis à agrément. Il en est de même de chaque nu-proprétaire.

Les copropriétaires de parts sociales indivises sont représentés par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-proprétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Les parts indivises ou dont la propriété est démembrée ne sont considérées comme détenues par des professionnels, pour l'application des dispositions de l'article 7, paragraphes 3 et 4, que si tous les indivisaires ou le nu-proprétaire et l'usufruitier sont, suivant la règle à appliquer, experts comptables ou commissaires aux comptes

## ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES PARTS

### 1 - Transmission entre vifs

Toutes les transmissions de parts entre vifs, à quelque titre que ce soit, même celles qui se font au profit d'un associé ne peuvent être réalisées qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette double majorité comprenant la personne et les parts de l'associé cédant. Ces dispositions s'appliquent alors même que le projet de transmission ne porterait que sur la nue-proprété ou l'usufruit de parts sociales.

1

A

017  
ML  
cl

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant l'identité du cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément. Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession de parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis. Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification du refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession. A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843.4 du Code Civil. Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande du gérant, par décision du président du tribunal de commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties. Si le cédant y consent, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de leur valeur nominale. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le Président du Tribunal de Commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat émanant des associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsqu'aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession. S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société ; spécialement habilité à cet effet, qui signera en son lieu et place l'acte de cession. A cet acte qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

La procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession. Toute admission d'un nouvel associé étant soumise à l'agrément préalable des associés conformément aux dispositions de l'article

*Handwritten signatures and initials:*  
A  
D L T  
M  
7

45 de la loi du 24 Juillet 1966 et du présent article, aucun consentement préalable donné à un projet de nantissement de parts sociales ne peut emporter à l'avance agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties.

## 2 - Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, ses héritiers ou ayants droit ne deviennent associés que s'ils ont reçu l'agrément de la majorité en nombre des associés survivants. Même s'il est déjà associé, l'héritier ou l'ayant droit d'un expert comptable ou d'un commissaire aux comptes associé, ne peut, sans l'agrément de ladite majorité, recueillir les parts de son auteur s'il n'a pas la même qualification professionnelle que celui-ci

Tout héritier ou ayant droit doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Tout acte de partage d'une indivision successorale est valablement notifié à la société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit notifie à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités. Dans l'un et l'autre cas, si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois de la réception de cette notification, l'agrément est réputé acquis. Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global. De convention essentielle entre les associés, elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, demander au juge des référés du lieu de l'ouverture de la succession de mettre les indivisaires en demeure, sous astreinte, de procéder au partage. Lorsque les droits hérités sont divis, elle peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

La notification du partage ou de la demande d'agrément et celle de la décision de la société sont faites par envoi recommandé avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

Dans tous les cas de refus d'agrément, les associés ou la société doivent acquérir ou faire acquérir les parts de l'héritier ou ayant droit. Il est fait application des dispositions ci-dessus prévues dans l'hypothèse d'un refus d'agrément en cas de transmission entre vifs, les héritiers ou ayants droit non agréés étant substitués au cédant. Si aucune des solutions prévues par ces dispositions n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

### 3 - Liquidation d'une communauté de biens entre époux

En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, le conjoint survivant et tous héritiers doivent être agréés conformément aux dispositions prévues en cas de transmission par décès. Il en est de même pour les héritiers, si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom. Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales, que si ce conjoint est agréé à la majorité des associés, la procédure d'agrément étant soumise aux conditions prévues comme en matière de transmission entre vifs. A défaut d'agrément, les parts ainsi attribuées doivent être rachetées dans les conditions susvisées, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

### 4 - Agrément du conjoint comme associé durant la communauté de biens

Si, durant la communauté de biens existant entre deux époux, le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectué par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832.2 du code civil, il doit être agréé par une décision prise à la majorité des parts sociales après déduction des parts de l'époux associé qui ne participe pas au vote.

## ARTICLE 12 - EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE

Le professionnel associé radié du tableau des experts comptables ou de la liste des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant la radiation est définitive. Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses parts afin que soient maintenues les quotités fixées à l'article 7 pour la participation des professionnels. Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres associés. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843.4 du Code Civil.

## ARTICLE 13 - GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés experts comptables et commissaires aux comptes, et nommés, pour une durée limitée ou non, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société. Toutefois, les emprunts, à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes conventions ayant pour objet un droit de présentation à une clientèle, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social, dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Les gérants sont tenus de consacrer le temps nécessaire aux affaires sociales. Ils peuvent, d'un commun accord, déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs directeurs et constituer des mandataires spéciaux et temporaires.

Révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales, le gérant peut résigner ses fonctions, mais seulement trois mois après la clôture d'un exercice, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

## ARTICLE 14 - DECISIONS COLLECTIVES

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont qualifiées d'extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas. Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Pour justifier de leur présence, une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès verbal de l'assemblée en tient lieu lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

1 / A J L F A

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots « oui » ou « non ».

Enfin, la volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

### ARTICLE 15 - MAJORITES

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant associé ou non, la modification corrélative de l'article des statuts ou figurerait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

### ARTICLE 16 - ANNEE SOCIALE

L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> Octobre et finit le 30 Septembre

Exceptionnellement, le premier exercice comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 30 Septembre 1998. En outre, les actes accomplis et repris pour la société seront rattachés à la cet exercice.

### ARTICLE 17 - AFFECTATION DES RESULTATS ET REPARTITION DES BENEFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice. Sur ce bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour former le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds a atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et de la dotation à la réserve légale et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont

A  
D L T  
R

effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

## ARTICLE 18 - CONTESTATIONS

En cas de contestation entre la société et l'un de ses clients, la société s'efforcera avant tout recours contentieux de faire accepter l'arbitrage du Président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables ou du Président de la Commission Régionale des Commissaires aux comptes, selon l'origine du litige.

En cas de contestation soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires.

Les intéressés s'efforceront, avant tout recours contentieux de faire accepter l'arbitrage, selon leur choix, soit du Président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts comptables, soit du Président de la Commission régionale des Commissaires aux comptes.

## ARTICLE 19 - PREMIER EXERCICE SOCIAL - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis cette immatriculation jusqu'au 30 Septembre 1998. Les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

L'état des actes accomplis avant ce jour, pour le compte de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

En outre la gérance est expressément autorisée à passer et à souscrire, pour le compte de la société en formation, les actes et engagements suivants entrant dans l'objet statutaire et conformes à l'intérêt social. :

( Enoncer ici lesdits actes et engagements qui doivent être déterminés et dont les modalités doivent être précisées )

\* Souscription d'un emprunt maximum de 1.400.000 F remboursable sur 7 ans à un taux maximal de 6 % l'an

Ces engagements seront également repris par la société, du seul fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

La gérance est expressément habilitée à passer et à souscrire dès ce jour, pour le compte de la société en formation, les actes et engagements entrant dans l'objet statutaire et conformes à l'intérêt social, à l'exclusion de ceux pour lesquels l'article 13 requiert, pendant le cours de la vie sociale et dans les rapports entre associés, une autorisation de la collectivité des associés. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société après vérification par l'assemblée générale ordinaire des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini, et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

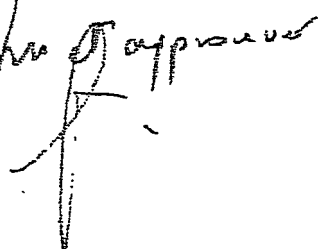
## ARTICLE 20 - PUBLICITE - POUVOIRS

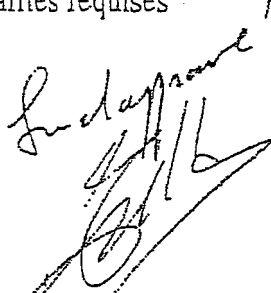
Tous pouvoirs sont donnés à la gérance à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi, et spécialement à Monsieur Eric PRINS à l'effet de signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

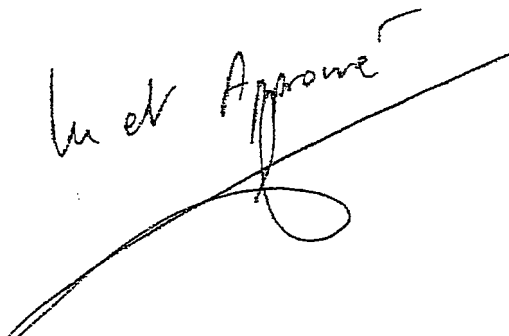
## ARTICLE 21- FRAIS

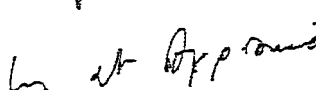
Tous les frais, droits et honoraires des présents et ceux qui en seraient la suite ou la conséquence seront portés par la société au compte des frais généraux et amortis avant toute distribution de bénéfices.

Fait à Muret  
Le 5 décembre 1997  
En 7 originaux dont un pour être  
déposé au siège social, et les autres  
pour l'exécution des formalités requises

*Lu et Approuvé*  


*Lu et Approuvé*  


*Lu et Approuvé*  


*Lu et Approuvé*  


*Lu et Approuvé*  
